

# MANIFESTONS contre les expulsions et la restructuration urbaine

SAMEDI 17 MARS 13 HEURES  
métro Alexandre Dumas

**UN LOGEMENT POUR TOUS ÉTÉ COMME HIVER!**



*À tous ceux qui vivent à 5 dans un 20m<sup>2</sup>,  
À tous ceux qui se sont déjà fait couper l'électricité,  
À tous ceux qui doivent choisir entre bouffer et payer leur loyer,  
À tous ceux qui ont déjà fait des faux dossiers pour avoir un appartement,  
À tous ceux qui se sont déjà ou vont se faire expulser,  
À tous ceux qui ont marre de claquer leurs salaires pour un petit appart'humide,  
À tous ceux qui ont de plus en plus de mal à payer leur loyer,  
À tous ceux qui trouvent que tout ça c'est pas normal,  
À tous ceux qui trouvent que le chacun pour soi c'est tout le monde  
dans la merde,*

La fin de la trêve d'hiver arrive. Cette année, comme chaque année, la fin de l'hiver est le grand moment des expulsions. Presque plus de risque de mourir de froid dehors, alors la propriété reprend tous ses droits. C'est le grand ménage pour les propriétaires et l'État qui se débarrassent enfin des locataires mauvais payeurs, des squatteurs, ceux dont on ne renouvelle pas le bail, tous ceux qui sont jugés peu rentables. Entre 2010 et 2011, le nombre d'expulsions est passé de 50 000 à 100 000. Cette année, il faut s'attendre à la même chose, alors que des milliers de logements sont vides. Cette question s'ajoute à un durcissement général des conditions de vie pour une grande partie des gens, entre baisse des allocations, précarisation, chômage. Le pire reste sans doute à venir, les loyers ne cessant d'augmenter alors que c'est déjà la galère.

Mais il faut bien que les affaires continuent et cette année est aussi celle du lancement du Grand Paris. Misère ou pas, crise ou pas, de grands projets de restructuration urbaine sont mis en œuvre par l'État avec les régions et les municipalités, principalement dans les villes populaires

de la petite couronne : Ivry, Saint-Denis, Montreuil, Bagnolet, Aubervilliers... Restructuration ça veut dire quoi ? Concrètement les habitants de ces quartiers vont être expulsés pour permettre la construction d'immeubles de bureaux, de zones commerciales, et de logements au loyer très élevé. Le but étant de remplacer les classes populaires par une population plus riche. Les pauvres doivent devenir invisibles pour laisser la place à des zones attractives où dominent les boutiques branchées, l'industrie culturelle et les entreprises ou écoles de pointe. Il n'y a qu'à voir le nettoyage encore récent des derniers quartiers populaires de Paris pour imaginer le résultat : même quand les mairies prétendent construire quelques HLM, la plupart ne seront accessibles qu'à partir de 2000 euros de revenu.

Face à cette politique de riches pour les riches, de nombreuses personnes s'organisent. Certains refusent de quitter le logement qu'ils n'ont plus les moyens de payer, d'autres s'opposent à la destruction de leurs lieux d'habitation et des liens de voisinage et de solidarité qui allaient avec. On ne se laisse pas déplacer en grande banlieue sous prétexte qu'on est vieux ou pas très rentable. Dans plusieurs quartiers, des collectifs d'habitants se montent pour résister aux politiques urbaines et aux décisionnaires qui les pilotent. À Bagnolet, le collectif de la Noue perturbe régulièrement le conseil municipal; à St-Denis, le comité de soutien de familles expulsées de leur squat cet hiver et qui occupent le parvis de la mairie organise des manifestations toutes les semaines. Ailleurs, ceux qui n'en peuvent plus d'attendre un HLM ou de vivre dans des conditions pourries occupent des logements vides.

Que se multiplient les formes concrètes de résistance : collectif de quartier indépendants de ceux qui gèrent la ville, occupations de logements vides, pression sur les conseils municipaux, les réunions de concertation et les bailleurs sociaux, qu'on soit 6, 50, 200, rassemblements et résistances concrètes contre les expulsions.